



Ministère fédéral de la  
Coopération économique  
et du Développement

# Le Plan Marshall avec l'Afrique en cours d'exécution







CHÈRES LECTRICES,  
CHERS LECTEURS,

en 2017, nous avons initié avec le Plan Marshall avec l'Afrique un changement de paradigme dans la coopération avec ce continent. Celui-ci repose sur notre conviction que notre avenir en Europe est intimement lié à celui de notre continent voisin. Cela s'applique aux défis communs et aux formidables opportunités qu'offre l'Afrique : des taux de croissance élevés, un entrepreneuriat créatif, une richesse en biodiversité et en matières premières, une jeunesse dynamique et une classe moyenne croissante.

Dans le fond, l'enjeu du Plan Marshall avec l'Afrique est une nouvelle qualité dans notre coopération : se détourner du traditionnel rapport donateur-bénéficiaire pour aller vers des partenariats pour encourager les réformes reposant sur le principe de conditionnalité « donnant donnant ». Ces partenariats accordent l'une de leurs priorités à améliorer l'État de droit, accroître la transparence et impliquer davantage les citoyens. Ils représentent, par conséquent, notre contribution au « Compact with Africa » du G20 (CwA). Nous coopérons étroitement avec d'autres donateurs, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement pour mettre en œuvre ces partenariats pour encourager les réformes.

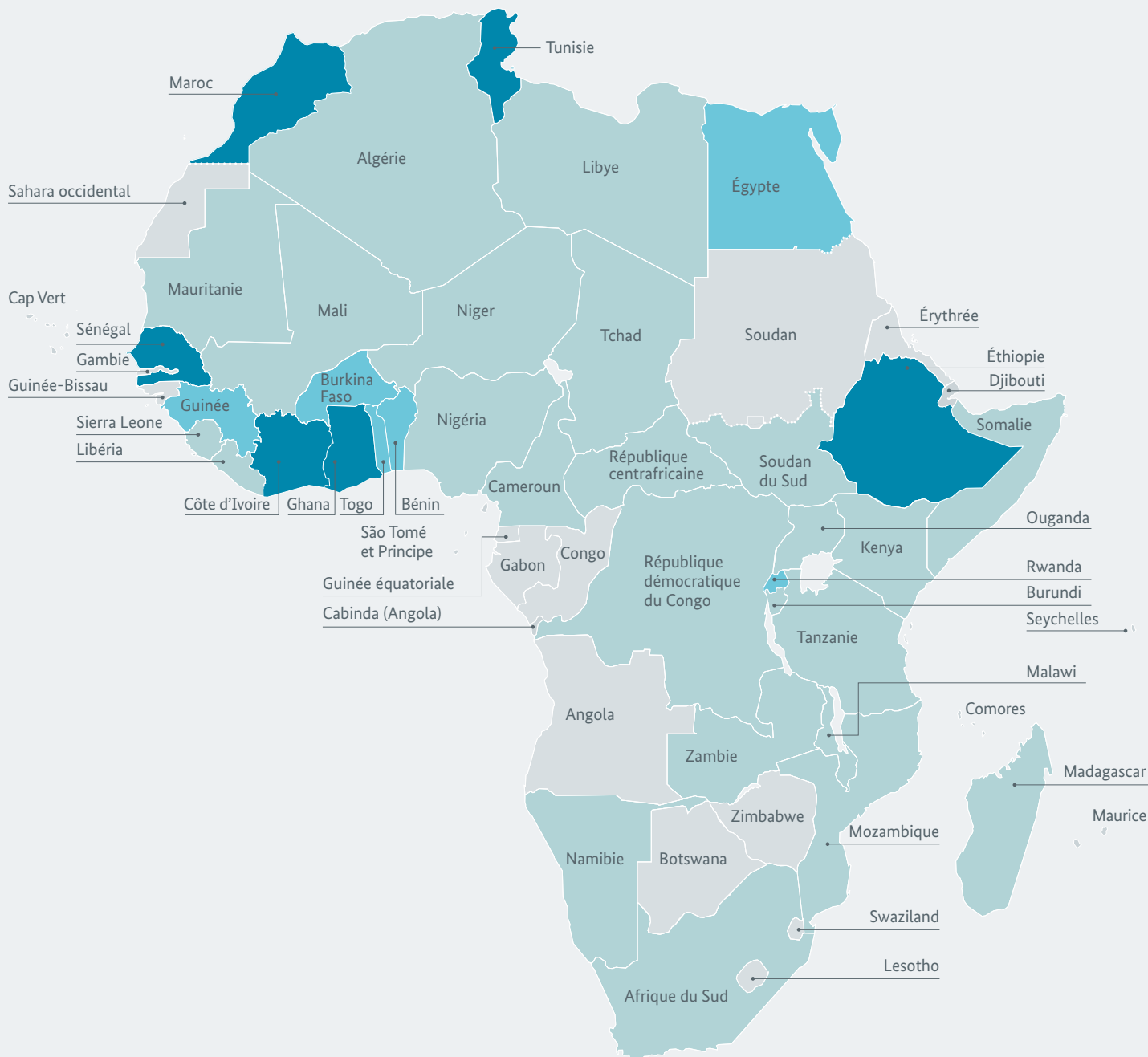
Mener des réformes en vaut la peine, comme le montre le rapport « *Doing Business 2020* » du Groupe de la Banque mondiale récemment publié qui mesure les conditions d'investissements et le climat propice aux affaires dans 190 pays. Tous les pays du CwA et les pays partenaires réformateurs ont amélioré leurs conditions-cadre de manière mesurable ; ces dernières années, ils sont nombreux à être parvenus à se placer au sein du top 10 des champions des réformes économiques. Alors que les investissements directs à l'étranger ont connu un recul dans le monde entier, les pays du CwA sont parvenus à stabiliser leur volume d'investissements.

Notre intention, avec cette brochure, est de vous fournir un aperçu des progrès et réussites déjà réalisés dans la mise en œuvre conjointe du Plan Marshall avec l'Afrique.

Gerd Müller, député du Bundestag

Ministre fédéral de la Coopération économique  
et du Développement

# NOTRE ENGAGEMENT EN AFRIQUE



- Pays partenaires réformateurs (également pays du « Compact with Africa » et pays partenaires)
- Pays du Compact avec l'Afrique (également pays partenaires)
- Pays partenaires de la coopération allemande au développement

*Ni les dénominations utilisées dans la présente publication, ni la façon de reproduire leurs contenus ne reflètent la position du BMZ quant au statut juridique ou constitutionnel de pays, territoires nationaux ou zones maritimes ou de leurs frontières et limites territoriales.*

# Sommaire

<b>L'AFRIQUE : LE CONTINENT DES OPPORTUNITÉS</b>	<b>4</b>
<b>LE PLAN MARSHALL AVEC L'AFRIQUE</b>	<b>5</b>
<b>PROGRÈS ET RÉUSSITES</b>	<b>6</b>
ÉCONOMIE, COMMERCE ET EMPLOI	6
PAIX ET SÉCURITÉ	9
DÉMOCRATIE, ÉTAT DE DROIT ET DROITS HUMAINS	10
ALIMENTATION ET AGRICULTURE	11
CLIMAT ET GARANTIE DES BASES NATURELLES DE LA VIE	12
ÉNERGIE ET INFRASTRUCTURES	13
SANTÉ, ÉDUCATION ET PROTECTION SOCIALE	14

# L'Afrique : le continent des opportunités

L'Afrique est un continent des opportunités : 6 des 10 économies nationales à la croissance la plus rapide sont des pays africains. Près de 90 pour cent des gisements mondiaux de matières premières minérales, telles que l'or, le platine et le cobalt, gisent dans les sols africains. Le taux annuel de croissance chez les utilisateurs d'Internet est supérieur à 20 pour cent. Par ailleurs, ce continent renferme un potentiel considérable en énergies renouvelables. Le Maroc dispose de la centrale solaire la plus moderne au monde, qui a été construite avec l'appui allemand.

Au même moment, l'Afrique est confrontée à d'immenses défis. D'ici 2050, sa population doublera et des millions d'emplois devront être créés pour les jeunes. 600 millions de personnes, soit la moitié de sa population, continuent de vivre sans électricité alors que les répercussions du changement climatique frappent de plein fouet certains pays africains.

Dans ce contexte, les États africains se sont dotés dès 2013 d'une vision du développement ambitieuse avec leur Agenda 2063 de l'Union africaine (UA). L'objectif poursuivi est une Afrique prospère et pacifique progressant grâce aux potentiels de sa population et créant des perspectives de développement pour tous. Les hommes et femmes politiques africains souscrivent à la démocratie, à l'État de droit et aux réformes économiques.

## DÉFI CHANGEMENT CLIMATIQUE

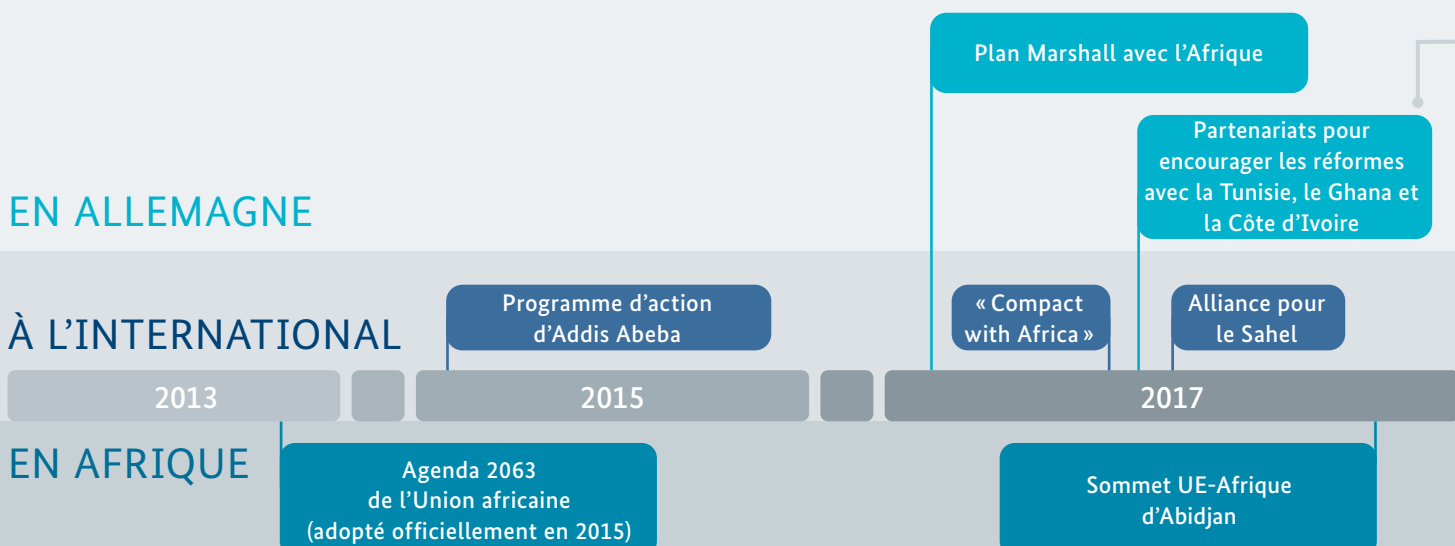
Les répercussions dramatiques du réchauffement climatique se font déjà remarquer aujourd'hui de manière sensible dans un grand nombre de pays africains. Des sécheresses catastrophiques au Kenya, en Somalie et en Zambie font périr des troupeaux et détruisent les moyens de subsistance de peuples entiers. Des populations sont contraintes de quitter leur région d'origine. La Banque mondiale part du principe que les répercussions du changement climatique priveront près de 140 millions de personnes de leur région d'origine d'ici 2050, près de deux tiers d'entre elles en Afrique subsaharienne. C'est pourquoi la **protection du climat** est l'une des **priorités de la coopération allemande au développement**. Nous misons en Afrique sur les énergies renouvelables, les nouvelles technologies, les investissements durables et la promotion de l'emploi, ainsi que la conservation et le reboisement de la forêt dense équatoriale et des mangroves. En parallèle, nous apportons un soutien dans l'adaptation au changement climatique.

Plusieurs pays, dont le Ghana, la Tunisie et l'Éthiopie, ont engagé ces dernières années des réformes globales. Une réussite pour l'ensemble du continent est la zone de libre-échange africaine entrée officiellement en vigueur en mai 2019. L'UA estime qu'elle pourrait contribuer à un accroissement du commerce intra-africain allant jusqu'à 60 pourcent d'ici 2022.

## EN ALLEMAGNE

### À L'INTERNATIONAL

### EN AFRIQUE



# Le Plan Marshall avec l'Afrique

Le Plan Marshall avec l'Afrique s'inscrit directement dans la lignée de l'Agenda 2063. Il représente, depuis 2017, la superstructure stratégique et conceptuelle pour la coopération avec l'Afrique. Cette même année, la présidence allemande du G20 a initié le « Compact with Africa » (CwA). Avec la Banque mondiale et d'autres partenaires, la coopération allemande au développement aide les pays africains particulièrement enclins à mener des réformes à améliorer leurs conditions-cadre économiques et leur attractivité pour les investisseurs privés. Un fort engagement du secteur privé est le préalable à la création

d'emplois pour la population croissante. Les pays enclins aux réformes attirent les investisseurs. Depuis 2014, les pays du CwA ont vu les investissements directs étrangers passer de 32 à 46 pour cent alors que ce taux a reculé dans le reste de l'Afrique. Douze pays ont déjà adhéré au Compact. L'Allemagne a conclu avec six de ces pays un partenariat pour encourager les réformes : Tunisie, Ghana, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Maroc et Sénégal. Ces six pays sont engagés sur une voie de réformes ambitieuse. Et ceci avec succès : ils ont tous amélioré leur classement dans l'indice « *Ease of Doing Business 2020* » de la Banque mondiale.

## LE PARTENARIAT POUR ENCOURAGER LES RÉFORMES : UNE NOUVELLE FORME DE COOPÉRATION

L'objectif poursuivi par les partenariats pour encourager les réformes est d'**améliorer les conditions-cadre structurelles pour l'engagement du secteur privé**, dans le but de créer de nouveaux emplois et des revenus pour les jeunes.

Les partenariats pour encourager les réformes ...

... sont **une contribution cruciale à la mise en œuvre du Plan Marshall avec l'Afrique** ;

... sont **conclus avec des pays particulièrement enclins à mener des réformes** et leur apportent un appui à l'aide de fonds supplémentaires ;

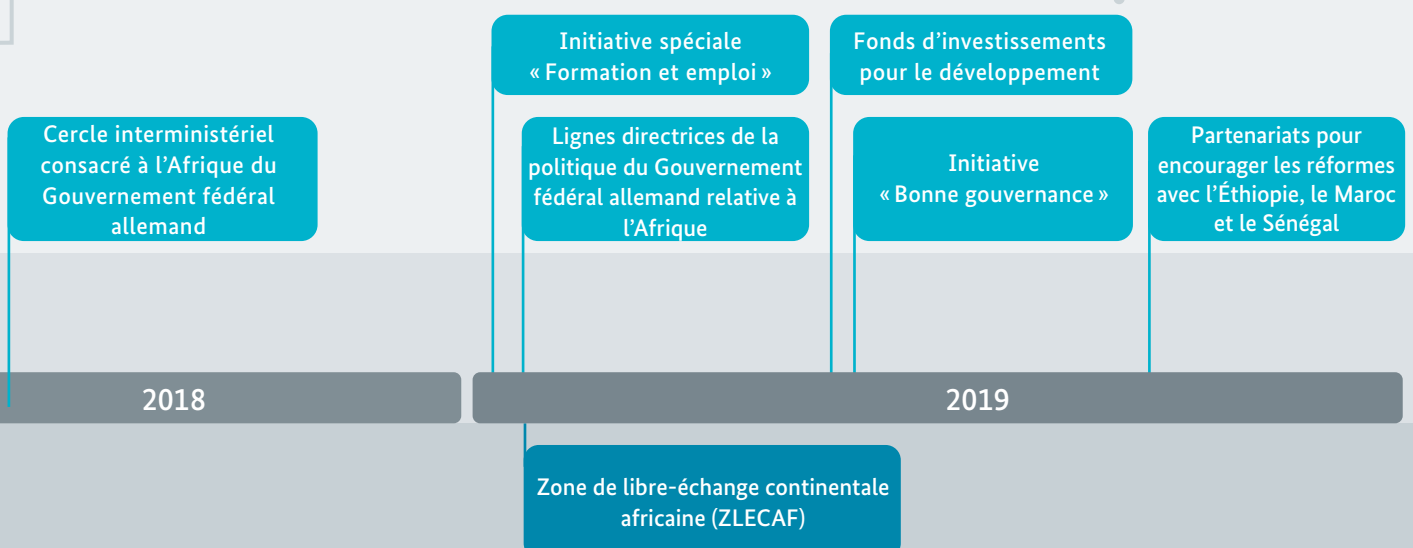
... ont recours aux **financements à l'appui de réformes** en tant que nouvel outil de la coopération au développement ;

... sont conçus dans l'esprit du **principe de conditionnalité « donnant donnant »**. Le versement des fonds est tributaire de **mesures de réformes concrètes** menées par le pays partenaire.

## FONDS D'INVESTISSEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT

L'Afrique est de plus en plus attrayante pour les entreprises allemandes. Au premier semestre 2019, le commerce a affiché un accroissement de l'ordre de 12,7 pour cent par rapport à l'année précédente. Néanmoins, seul 1 pour cent des investissements allemands à l'étranger se dirige vers l'Afrique. Le fonds d'investissements pour le développement nouvellement créé soutient les entreprises souhaitant investir durablement en Afrique. Il est composé de trois volets :

- **AfricaConnect** : montant allant jusqu'à 400 millions d'euros destiné à promouvoir des investissements d'entreprises allemandes / européennes en Afrique sous la forme de prêts s'élevant à un montant maximum de 4 millions d'euros ;
- **AfricaGrow** : montant allant jusqu'à 400 millions d'euros de capital-risque destiné aux petites et moyennes entreprises (PME) et start-ups africaines ;
- **Réseau Afrique Entreprises (Wirtschaftsnetzwerk Afrika)** : un montant pouvant atteindre 200 millions d'euros affecté au conseil / soutien d'entreprises allemandes en matière d'investissements en Afrique.



# Progrès et réussites

## ÉCONOMIE, COMMERCE ET EMPLOI

### Économie

Un développement économique durable n'est possible qu'en conjuguant les efforts du secteur privé, de la société civile et de l'État. Nous employons davantage les fonds affectés au développement comme catalyseur, p.ex. pour améliorer le climat des affaires ou garantir des investissements privés. Procéder de la sorte permet de mobiliser davantage de capitaux privés pour des investissements durables et stimulant l'emploi.

#### Ce que nous avons obtenu

- ✓ Mise en place d'un fonds d'investissements pour le développement destiné aux investissements durables en Afrique (cf. l'encadré p. 5) ;
- ✓ Dans le cadre du programme develoPPP.de, lancement de près de 100 nouveaux projets communs avec le secteur privé dans près de 30 pays africains avec un volume de 123 millions d'euros, dont près de 40 pour cent de fonds affectés par l'État et 60 pour cent par le secteur privé ;
- ✓ Adhésion du Ghana, pays partenaire réformateur, à l'« *African Trade Insurance* » (ATI). L'ATI est une agence d'assurances africaine visant à accroître le commerce et les investissements qui propose des assurances pour couvrir les risques politiques et commerciaux d'investisseurs privés ;
- ✓ Soutien aux marchés financiers et prestataires de services financiers africains. Tunisie, pays partenaire réformateur : mise en place d'une banque régionale de développement suivant l'exemple de la banque allemande de développement KfW visant à améliorer l'accès aux services financiers pour les PME et à assurer des garanties de crédit pour les investisseurs privés.

### Commerce

L'Afrique est davantage que le continent des matières premières. Néanmoins, à ce jour, nombreuses sont les économies africaines à être seulement peu diversifiées ; de plus, les marchés sont de trop petite taille pour que les investissements soient couronnés de succès. Dans l'ensemble, il n'y a que peu de création de valeur ajoutée sur ce continent. La mise en place de chaînes de valeur ajoutée locales et durables et la promotion du commerce intra-africain sont des objectifs d'importance pour la coopération allemande au développement. En effet, plus le marché intra-africain forme un tout, plus l'Afrique est à même de s'affirmer face à la concurrence et aux intérêts extérieurs.

#### Ce que nous avons obtenu

- ✓ Contribution à la conclusion couronnée de succès de la Zone de libre-échange continentale africaine (*African Continental Free Trade Area, AfCFTA*) comptant 54 États membres ;
- ✓ Fondation du partenariat multi-acteurs « Alliance pour la qualité des produits en Afrique » en vue d'accroître la qualité des produits et, par conséquent, le potentiel d'exportations ;
- ✓ Promotion d'un total de 18 chaînes de valeur ajoutée telles que le cacao, les bananes et les noix de cajou dans le cadre des Centres d'innovations vertes pour le secteur agro-alimentaire. Conséquence : un accroissement moyen de la productivité de près d'un tiers déjà.




PROMOTION DES CHÂÎNES DE VALEUR AJOUTÉE DURABLES

À PARTIR DU GHANA VERS LE MONDE ENTIER



Élaboration d'idées novatrices



Culture biologique d'hibiscus, de citronnelle, mangue, karité, curcuma et fleurs de pois bleu



Transformation et recyclage : les déchets permettent de fabriquer d'autres produits dérivés biologiques (p. ex. des insecticides).



Thés, pâtes à tartines et cosmétiques de qualité



Exportations vers l'Europe, le Japon et les États-Unis

PROGRAMME DE PROMOTION DE L'AGRICULTURE AXÉE SUR LE MARCHÉ

**Formation**  
auprès d'un fabricant d'épices en Allemagne

Obtention d'une **certification bio internationale**

**Optimisation des étapes de la production**

Identification de **possibilités de commercialisation**

Accès aux **marchés internationaux**

Une entrepreneuse individuelle devient une entreprise **employant 26 salariés**



**800 autres femmes** dans le nord du Ghana profitent de la livraison de matières premières

Hausse des **ventes** et des **revenus**



+ meilleure qualité **des produits** et hausse de la **compétitivité**

## Emploi

La jeunesse africaine renferme un gigantesque potentiel. En 2035, ce continent disposera de la première offre en main d'œuvre de par le monde ; il est impératif de créer des millions de nouveaux emplois. Aujourd'hui déjà, le

chômage des jeunes en Afrique dépasse les 50 pour cent dans certaines régions défavorisées. Nous focalisons nos activités sur le travail et les emplois en vue de créer des perspectives pour les jeunes.

Ce que nous avons obtenu

- ✓ Lancement de l'initiative spéciale « Formation et emploi » ayant pour but de créer jusqu'à 100 000 nouveaux emplois et 30 000 places de formation professionnelle en Afrique. Cette initiative est actuellement active dans les pays partenaires réformateurs que sont l'Éthiopie, le Maroc, la Tunisie, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Sénégal. D'autres projets sont préparés au Rwanda et en Égypte.
  - Extension de l'engagement en matière de formation professionnelle. Tunisie, pays partenaire réformateur : mise en place d'une école d'artisanat tuniso-allemande et de la « *Tunisian Automotive Management Academy* » chargée de la formation professionnelle initiale et continue. Au Maroc : mise en place d'un « *Innovation and Technology Center German Welding* » pour qualifier les soudeurs et soudeuses.
  - Mise en place de partenariats de chambres, fédérations et formation professionnelle. En Éthiopie : partenariat avec la Fédération de l'industrie allemande du tissu tricoté et la fédération professionnelle éthiopienne correspondante.
  - Promotion de partenariats pratiques dans le cadre du DAAD afin de renforcer la coopération directe entre les instituts d'enseignement supérieur et le secteur privé. Ghana, pays partenaire réformateur : coopération entre l'Institut d'enseignement supérieur Bonn / Rhein-Sieg et l'Université de Cape Coast en matière d'industrie des biens de consommation.
- ✓ Intégration de normes environnementales et sociales dans les processus de production de 18 entreprises de l'industrie du textile et de l'habillement en Éthiopie. 14 000 emplois répondent ainsi aux normes de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).
- ✓ Mise en place d'un « *Entrepreneur Establishment Program* » avec la Banque africaine de développement (BAD) dans le but de promouvoir les start-ups.

### INITIATIVE SPÉCIALE FORMATION ET EMPLOI



#### ENCOURAGER LES SITES ÉCONOMIQUES ET LES BRANCHES (CLUSTER)

- Promouvoir les parcs industriels et commerciaux
- Améliorer les possibilités d'exportations
- Aborder les entraves aux investissements : « de la formation professionnelle au dédouanement »



#### PROMOUVOIR LES INVESTISSEMENTS DURABLES (BUSINESS & INVEST)

- Développer des projets avec des entreprises : p. ex. formation et qualification, mise en place de chaînes de valeur et d'approvisionnement durables, amélioration de la qualité dans l'industrie de la sous-traitance



#### PROMOUVOIR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES AFRICAINES)

- Améliorer les conditions-cadre et accroître la compétitivité
- Apporter un soutien pour conquérir de nouveaux marchés
- Renforcer la coopération entre les petites et moyennes entreprises africaines et allemandes

PLUS D'EMPLOIS DE MEILLEURE QUALITÉ

- ✓ Soutien de plus de 200 entrepreneuses et entrepreneurs numériques issus de 22 pays africains pour prendre contact avec les partenaires et attirer des investissements par le biais de l'initiative « Make-IT in Africa ». Parmi ceux-ci, près de la moitié sont des start-ups fondées par des femmes.
- ✓ Création de douze centres d'information sur l'emploi, les migrations et la réintégration en Tunisie, au Maroc, au Ghana, au Nigéria et au Sénégal en vue de créer des perspectives pour les populations locales et les migrant.e.s. leur permettant de rester dans leur pays d'origine. Ces centres fournissent des conseils portant, entre autres, sur des thèmes tels que la formation professionnelle, la promotion de l'emploi et la création d'activité.

## PAIX ET SÉCURITÉ

La paix et la sécurité sont des préalables au développement et à la croissance économique. Une guerre est à même d'anéantir en quelques semaines les réussites de développement qui ont pris de nombreuses années. Nous aidons l'Union africaine (UA) à continuer à étendre son

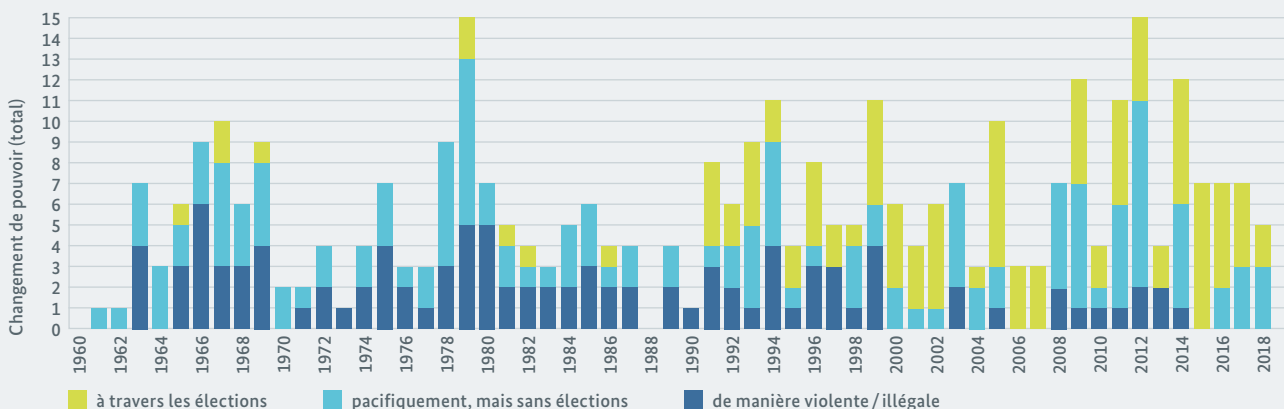
architecture de paix et de sécurité (APSA) et à renforcer ses capacités de prévention. Nous apportons notre soutien aux communautés religieuses qui sont un élément de promotion de la paix.

Ce que nous avons obtenu

- ✔ Promotion d'une approche commune pour la sécurité, la stabilisation, l'aide humanitaire et la coopération au développement dans le cadre de l'Alliance Sahel fondée en 2017 par l'UE, la France et l'Allemagne. Cette Alliance a pour objectif de renforcer la région du Sahel particulièrement vulnérable aux conflits en raison de la pauvreté et du terrorisme, à savoir le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad.
- ✔ Soutien apporté à l'UA dans la mise en place et l'extension de son architecture de paix et de sécurité à travers un conseil et une qualification en matière de gestion et de développement organisationnel. Dans l'ensemble, l'UA a fortement gagné en puissance ces dernières années et contribué avec succès avec ses interventions à la prévention des crises, la gestion des conflits et la consolidation de la paix.
- ✔ Formation continue de plus de 500 personnes à des tâches civiles dans des opérations de maintien de la paix africaines.
- ✔ Soutien dans la mise en place et l'extension des réseaux africains de médiation de l'UA « PanWise » et « FemWise » (réseau de femmes), ainsi que de la « Mediation Support Unit » visant à soutenir sur les plans technique et logistique l'ensemble des missions de médiation de l'Union africaine. Priorités thématiques : gérer les milices, la violence intercommunale, le changement climatique et les violences.
- ✔ Extension du partenariat fondé en 2016 « *International Partnership on Religion and Sustainable Development* » (PaRD) dans lequel 110 organisations membres issues de différentes confessions sont représentées et qui est devenue la plate-forme cruciale pour le thème de la religion dans la coopération au développement.
- ✔ Le projet-phare commun iDove « Les jeunes contre l'extrémisme » mené avec l'Union africaine renforce le dialogue inter-religieux tout en prévenant l'extrémisme violent et la radicalisation. Des jeunes organisent de petits projets et formations consacrés à la prévention de la violence. Une fois par an, des jeunes d'Afrique et d'Europe se réunissent pour le forum iDove de la jeunesse.

### ÉVOLUTION SUR LE LONG TERME DE LA FORME DES CHANGEMENTS DE POUVOIRS EN AFRIQUE DEPUIS 1960

Moins de putschs, plus d'élections



Source : ISPI 2019.

## DÉMOCRATIE, ÉTAT DE DROIT ET DROITS HUMAINS

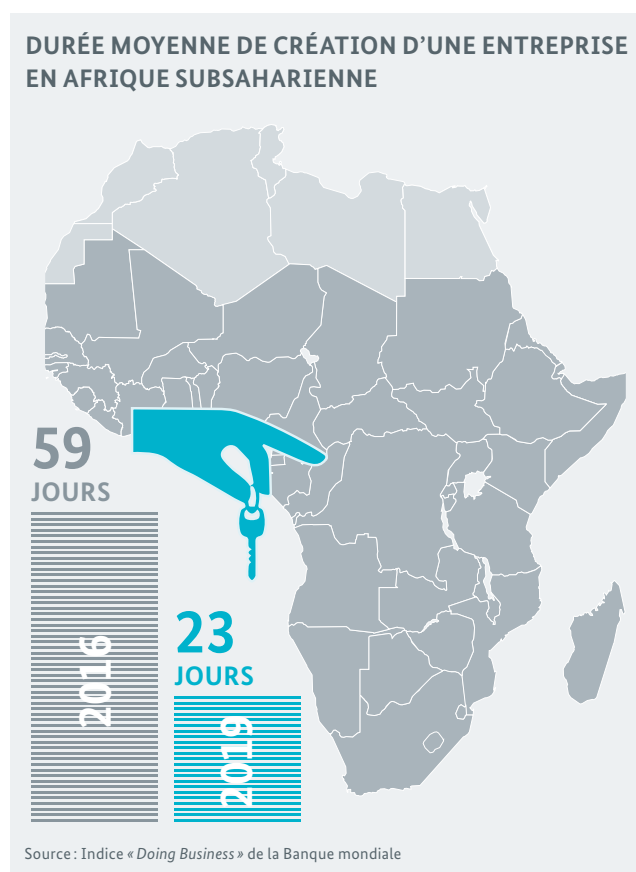
La bonne gouvernance sert de levier au développement économique durable, les investissements du secteur privé en Afrique nécessitant des conditions-cadre politiques, juridiques et administratives favorables. Les entreprises investissent et créent des emplois dans les domaines disposant d'institutions fonctionnant bien, d'un État de droit fiable et de services publics fournis sans subir de corruption. Le respect des droits

humains est un préalable à la justice sociale et à la cohabitation pacifique.

Nous aidons nos pays partenaires africains à lutter contre la corruption et la mauvaise gestion, à réduire la bureaucratie, à mobiliser et accroître les recettes propres, ainsi qu'à améliorer la sécurité juridique.

Ce que nous avons obtenu

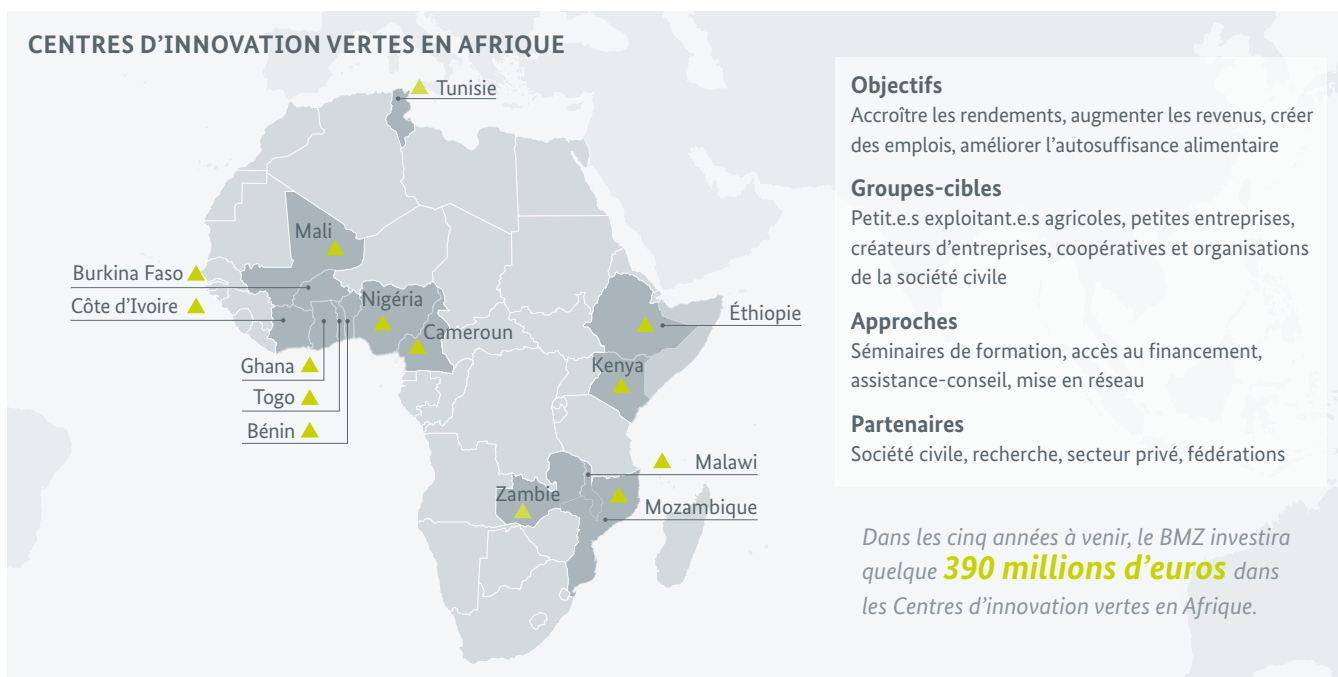
- ✓ Ces cinq dernières années, l'environnement des affaires et la réglementation des entreprises se sont améliorés dans tous les pays du CwA et les pays partenaires réformateurs (selon l'indice « *Ease of Doing Business 2020* » de la Banque mondiale). La Côte d'Ivoire et le Sénégal ont même progressé dans ce classement de respectivement 32 et 30 places.
- ✓ Le coefficient fiscal a augmenté dans la quasi-totalité des pays africains depuis l'an 2000. Dans de nombreux pays, ce sont des réformes de l'administration fiscale qui l'ont permis. Ghana, pays partenaire réformateur : le nombre de contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu a quasiment doublé entre 2010 et 2018, passant d'un million à 1,9 million de personnes, tandis que les recettes fiscales ont plus que doublé entre 2014 et 2018.
- ✓ Lancement de l'initiative du BMZ « Bonne gouvernance en vue d'accroître les investissements et l'emploi en Afrique ». Cette initiative vise à mobiliser les recettes propres, lutter contre la corruption et promouvoir l'État de droit.
- ✓ Appui de l'UA dans la lutte contre la corruption, par exemple à travers le projet « *Towards the Enforcement of Africa's Commitments against Corruption* » mis en œuvre avec Transparency International. Ce projet vient renforcer le contrôle par la société civile des mesures pour lutter contre la corruption et contribue ainsi à la mise en œuvre de la Convention de l'UA contre la corruption.
- ✓ Publication en février 2019 du premier Rapport de l'UA sur la gouvernance en Afrique. Ce rapport informera annuellement des progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Agenda 2063 dans le domaine de la gouvernance.
- ✓ Lancement du partenariat stratégique « l'Afrique numérique ». Ce partenariat met en réseau de manière ciblée les entreprises avec les organisations de la coopération au développement, afin d'initier des projets communs sur place. L'objectif poursuivi est de faire progresser le développement de l'Afrique à travers les innovations numériques. À ce jour, des projets avec 180 entreprises européennes dans le domaine de la gouvernance électronique et de la numérisation de l'administration, entre autres, ont été mis en œuvre.



## ALIMENTATION ET AGRICULTURE

L'Afrique serait à même de se nourrir elle-même. Et pourtant, elle dépense plusieurs milliards d'euros par an pour importer des denrées alimentaires. En dépit des progrès réalisés ces dernières années dans la lutte contre la faim et la malnutrition, le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté en 2018 pour la troisième année consécutive. Une grande partie des pays concernés par la faim à l'échelle mondiale se trouvent en Afrique subsaharienne.

À travers l'initiative spéciale « UN SEUL MONDE sans faim » et l'extension des Centres d'innovation vertes, nous apportons une contribution à la sécurité alimentaire et à la résilience face aux famines, tout en encourageant l'innovation dans le secteur agricole. Par ailleurs, nous promovons à la fois la mise en place de chaînes de valeur agricoles durables et l'amélioration des conditions de vie et de travail sur place.



### Ce que nous avons obtenu

- ✓ L'Allemagne consacre près de 1,5 milliard d'euros par an à l'alimentation, l'agriculture et au développement rural au niveau mondial. Plus de onze millions d'Africains en sont les bénéficiaires. Les mesures concrètes contre la malnutrition bénéficient à près de 1,25 million d'Africaines et d'Africains, notamment aux femmes enceintes, mères et enfants en bas âge.
- ✓ 14 Centres d'innovation vertes en Afrique favorisent les innovations agricoles (telles que les méthodes culturelles, la mécanisation, les chaînes du froid, les nouvelles voies de coopération et de commercialisation) et forment les petit.e.s. exploitant.e.s agricoles. À ce jour, près d'un million de petites exploitations agricoles ont pu accroître leurs revenus et leur productivité de près de 30 pour cent.
- ✓ Mise en place et extension du forum pour un cacao durable, dont bénéficient près d'un million de producteurs et productrices de cacao.
- ✓ Mise en place de la plateforme multi-acteurs « Global Coffee Platform » au Kenya et en Éthiopie, dans le but de développer et mettre en œuvre une stratégie de développement durable pour le secteur du café.
- ✓ Ghana, pays partenaire réformateur : depuis 2009, près de 188 000 emplois ont été créés dans l'agriculture. Plus de 100 petites et moyennes entreprises, ainsi que 900 très petites entreprises ont bénéficié d'un soutien, ouvrant notamment aux femmes de nouvelles possibilités de revenus dans la transformation d'ananas, de mangue, d'agrumes, de noix de cajou et du riz.

## CLIMAT ET GARANTIE DES BASES NATURELLES DE LA VIE

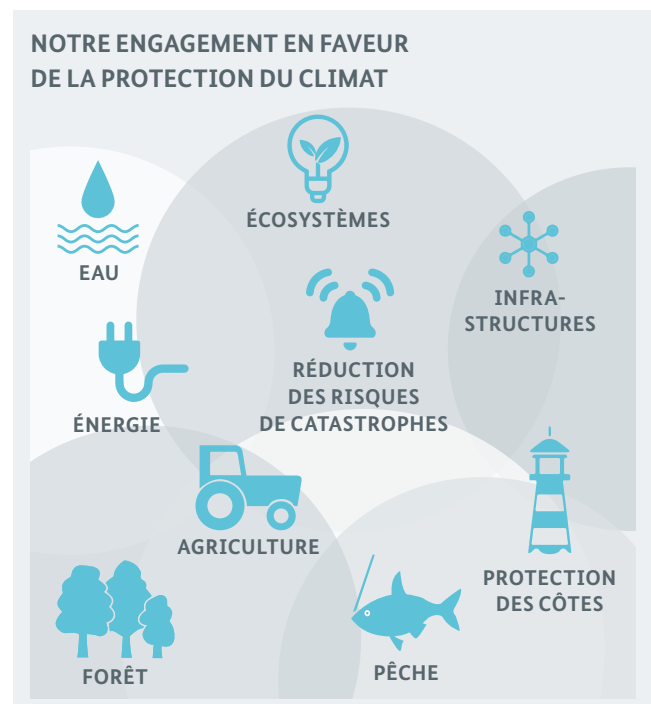
Le changement climatique est une question de survie pour l'humanité. Les Africains comptent parmi les populations qui en souffrent le plus : sur les dix pays les plus menacés par le changement climatique, sept se trouvent sur notre continent voisin. Le changement climatique met en péril des bases existentielles élémentaires telles que les surfaces cultivables, l'approvisionnement

en eau, les écosystèmes et les infrastructures d'approvisionnement.

Nous appuyons l'objectif de l'Union africaine de faire de l'Afrique un continent vert, résilient et durable et promouvons, par conséquent, des mesures d'adaptation au changement climatique et de garantie contre les aléas climatiques.

Ce que nous avons obtenu

- ✓ Participation active à la Commission mondiale sur l'adaptation (*Global Commission on Adaptation, GCA*) fondée en 2018, dans le but d'accroître, entre autres, la résilience des populations en milieu rural face aux répercussions du changement climatique. Il est prévu de toucher plus de 50 millions d'Africains et d'Africaines avec le soutien allemand.
- ✓ Doublement de l'appui de l'Allemagne au Fonds vert pour le climat (*Green Climate Fund*) en vue de l'adaptation au changement climatique et de réduction des émissions, en le faisant passer de 750 millions à 1,5 milliard d'euros. Le Fonds vert pour le climat met actuellement en œuvre plus de 45 projets climatiques en Afrique.
- ✓ Appui de 28 pays africains dans le cadre du Partenariat mondial InsuResilience (*InsuResilience Global Partnership, IGP*), l'initiative centrale des assurances contre les aléas climatiques à l'échelle mondiale. L'IGP fut fondé en 2017 à l'initiative de l'Allemagne, dans le but de mieux préparer les pays pauvres aux aléas naturels à travers des solutions de financement et de transfert de risque préalablement convenus pour couvrir les risques climatiques et de catastrophes.
- ✓ Extension de l'assurance contre les sécheresses *African Risk Capacity (ARC)*, à laquelle ont souscrit à ce jour le Tchad, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.
- ✓ Élaboration d'analyses et de profils des risques climatiques par l'Institut de recherche de Potsdam sur les impacts du changement climatique (*Potsdam Institute for Climate Impact Research, PIK*), qui servent de base aux investissements finançant l'adaptation dans les pays partenaires. Dans le cadre du partenariat mondial pour la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national



(Partenariat CDN), les résultats des études pilotes sont pris en considération dans les stratégies climatiques nationales du Ghana et de l'Éthiopie.

- ✓ Extension du *Blue Action Fund* avec la Suède et la France. Le Fonds appuie des ONG notamment dans la mise en place et l'extension d'aires marines protégées, la gestion durable des pêches et la protection des mangroves, entre autres en Tanzanie, au Kenya, au Mozambique et à Madagascar.
- ✓ Protection des forêts tropicales dans le Bassin du Congo. Avec la France, le Royaume-Uni, la Norvège et l'Union européenne, l'Allemagne soutient l'Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale (CAFI) qui s'investit contre la coupe illégale et la combustion des forêts. Par ailleurs, le BMZ a lancé avec la Banque mondiale le programme « PROGREEN », un programme mondial de protection et de reconstitution des régions de forêts tropicales.

## ÉNERGIE ET INFRASTRUCTURES

600 millions d'Africaines et d'Africains n'ont toujours pas accès à l'électricité, ce qui est à la fois un défi et une opportunité : l'Afrique a la possibilité de faire l'impasse sur l'ère fossile et devenir le premier continent vert s'approvisionnant entièrement à partir d'énergies renouvelables.

Des solutions énergétiques décentralisées renouvelables permettront d'assurer un approvisionnement rapide et efficace de l'espace rural. De grandes centrales solaires

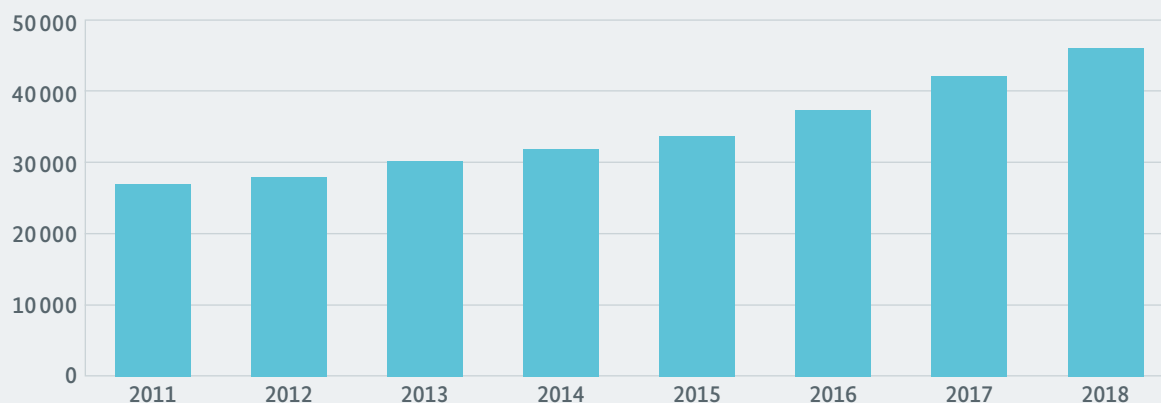
sont à même d'approvisionner les agglomérations urbaines. En même temps, il est urgent d'étendre les infrastructures pour l'eau, l'assainissement et le transport afin de mieux répondre aux besoins d'une population croissante.

Nous aidons l'Afrique dans cette transformation vers un continent vert.

Ce que nous avons obtenu

- ✓ Mise en place de l'initiative « L'énergie verte pour les citoyens en Afrique », en tant que contribution à la transformation énergétique durable en Afrique. Cette initiative soutient le recours à des systèmes énergétiques renouvelables décentralisés dans les régions rurales d'Afrique, tout en intégrant les acteurs locaux et les investisseurs privés. Une attention particulière est portée sur la participation des communes, coopératives et entreprises locales.
- ✓ Appui à l'Initiative de l'Afrique sur les énergies renouvelables (AREI) à travers un montant de plus de 2,6 milliards d'euros jusqu'à présent, destiné à l'extension renforcée des énergies renouvelables. Avec la France et l'UE, l'Allemagne s'est engagée à soutenir un total de 206 projets d'une capacité électrique de dix gigawatts.
- ✓ Soutien de 100 entreprises pour développer des projets énergétiques décentralisés en Afrique à travers le programme de transition énergétique mondiale « GET.pro », dans le but de mobiliser un montant pouvant atteindre 650 millions d'euros de capital privé. GET.pro favorise également l'accès à l'approvisionnement local en énergie à l'aide de systèmes de paiement numérique. À ce jour, des consultants ont fourni des conseils à 14 projets disposant de systèmes de paiement numérique et d'un volume d'investissement attendu à hauteur de 80 milliards d'euros.
- ✓ Mise en place de structures énergétiques décentralisées dans les régions rurales à l'aide du programme Energising Development (EnDev). Il fournit à 2,2 millions d'Africaines et d'Africains un accès à l'électricité pour leurs ménages. Le programme EnDev fournit un accès durable aux services énergétiques modernes à 6 600 établissements proposant des infrastructures sociales telles que des écoles ou centres médicaux, ainsi qu'à 17 300 petites et moyennes entreprises.

**CAPACITÉS DE PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ À PARTIR D'ÉNERGIES RENOUVELABLES EN AFRIQUE EN MÉGAWATT (MW)**



Sources : base de données de l'IRENA, base de données de l'AFREC, rapport du groupe de la Banque mondiale « Tracking SDG7 », Portail énergétique africain

## SANTÉ, ÉDUCATION ET PROTECTION SOCIALE

L'éducation et la santé sont des préalables à un avenir prometteur. Cependant, l'Afrique subsaharienne est souvent frappée d'une pénurie d'enseignants, de programmes scolaires modernes et d'équipements dans les établissements éducatifs. Cette situation prive un grand nombre de personnes d'un accès à un enseignement de qualité, les filles en particulier étant prématurément déscolarisées. Dans le domaine de la santé également, l'Afrique continue d'être confrontée

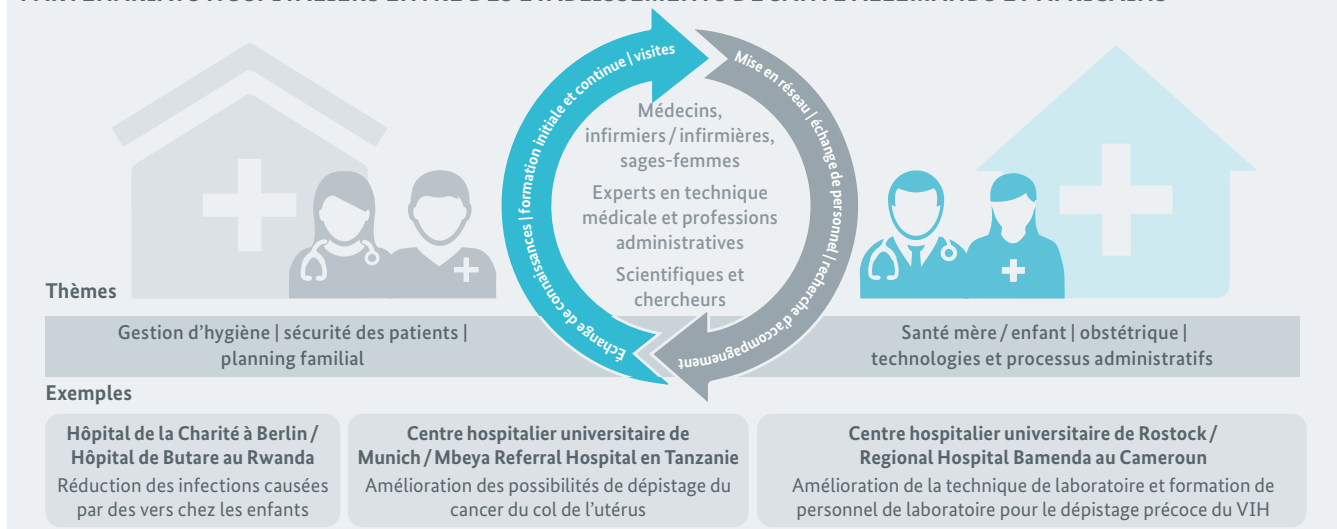
à de grands défis, en dépit des nombreuses évolutions positives de ces dernières années, telles que l'augmentation du taux d'accouchements sous surveillance médicale ou la baisse constante du taux d'infection au VIH.

Nous aidons nos pays partenaires à améliorer davantage tant l'accès aux systèmes éducatifs et de santé que leur qualité.

Ce que nous avons obtenu

- ✓ Renforcement des systèmes éducatifs dans 40 pays africains dans les domaines de l'administration, la formation d'enseignants et la construction d'écoles dans le cadre du Partenariat mondial pour l'éducation. En Éthiopie, près de 400 000 enseignants ont suivi des formations continues entre 2013 et 2018. Plus de 170 millions de manuels scolaires destinés aux élèves et aux enseignants et de matériels pédagogiques ont été distribués aux écoles.
- ✓ Lancement de l'initiative #eSkills4Girls dans le cadre de la présidence allemande du G20 en 2017. Avec l'UNESCO, ONU Femmes, l'UIT et l'OCDE, nous favorisons les compétences numériques des femmes et filles au Cameroun, au Ghana, au Maroc, au Mozambique, au Nigéria, au Rwanda, en Afrique du Sud et en Zambie.
- ✓ Appui à la « Semaine africaine du Code », lancée par l'entreprise allemande de logiciel SAP et se déroulant chaque année afin de promouvoir les compétences numériques et les connaissances de programmation chez les enfants et jeunes. En 2018, plus de 8 000 jeunes femmes et filles ont participé aux ateliers de programmation dans 16 pays africains.
- ✓ Appui apporté à 25 millions de couples par des contraceptifs modernes en vue d'éviter les grossesses non désirées ; formation continue et perfectionnement en obstétrique de plus de 33 000 professionnels de santé qui contribuent à plus de 4,5 millions d'accouchements sous surveillance professionnelle.
- ✓ Soutien du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme qui a investi 65 pour cent de ses fonds en Afrique entre 2017 et 2019. L'Allemagne est le quatrième donateur de ce fonds.
- ✓ Encouragement de 156 partenariats entre des cliniques et établissements de santé allemands et africains dans le cadre de l'initiative « Partenariats hospitaliers », lancée par le BMZ et la Fondation Else Kröner-Fresenius.

### PARTENARIATS HOSPITALIERS ENTRE DES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ALLEMANDS ET AFRICAINS





# LE PLAN MARSHALL AVEC L'AFRIQUE : UN NOUVEAU PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT, LA PAIX ET L'AVENIR

En 2017, le Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement a réorienté sa coopération avec l'Afrique. Le Plan Marshall avec l'Afrique constitue depuis lors le toit conceptuel et le cadre stratégique de sa politique pour l'Afrique. Il vise essentiellement la création d'emplois et de revenus pour les jeunes Africains. Les préalables requis sont la paix et la sécurité, ainsi que de meilleures conditions-cadre étatiques sur

place. En conséquence, le Plan Marshall repose sur trois piliers fondés sur la base de la coopération menée à ce jour.

En 2019, la coopération au développement bilatérale allemande entre le BMZ et ses pays partenaires africains a promu des activités de l'ordre de près de 2,3 milliards d'euros (engagement financier).



## PACTE POUR L'AVENIR AVEC L'AFRIQUE

### ÉCONOMIE, COMMERCE ET EMPLOI

Économie  
—  
Commerce  
—  
Emploi  
—  
Formation professionnelle  
—  
Financement  
—  
Protection sociale

### PAIX ET SÉCURITÉ

Paix  
—  
Sécurité  
—  
Stabilité  
—  
Résilience

### DÉMOCRATIE ET ÉTAT DE DROIT

Démocratie  
—  
État de droit  
—  
Droits humains  
—  
Participation politique  
—  
Lutte contre la corruption  
—  
Mobilisation des ressources propres

Alimentation et agriculture

Protection du climat et garantie des bases naturelles de la vie

Énergie et infrastructures

Santé, éducation et protection sociale

---

**PUBLIÉ PAR**

Division 200 « Principes et initiatives relatifs  
à l'Afrique »

**CONCEPTION**

wbv Media, Bielefeld

**MISE À JOUR**

janvier 2020

**SIÈGES DU MINISTÈRE**

→ Siège de Bonn

Dahlmannstraße 4

53113 Bonn, Allemagne

Tel. : +49 (0) 228 99 535-0

Fax : +49 (0) 228 99 535-3500

→ Siège de Berlin

Stresemannstraße 94

10963 Berlin, Allemagne

Tel. : +49 (0) 30 18 535-0

Fax : +49 (0) 30 18 535-2501

**CONTACT**

[poststelle@bmz.bund.de](mailto:poststelle@bmz.bund.de)

[www.bmz.de](http://www.bmz.de)



